

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances.

La semaine dernière, le gouvernement faisait savoir qu'il n'y aurait pas de budget, mais qu'il y aurait un congrès d'investiture. Cette semaine, nous apprenons qu'il y aura peut-être un budget, mais peut-être pas de congrès.

Voici la question que je pose au ministre des Finances: est-ce qu'il va présenter bientôt un budget capable de remédier aux problèmes économiques des Canadiens ou est-ce qu'il attend d'avoir un budget capable de répondre aux besoins du Parti conservateur?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, l'honorable chef de l'opposition aura les deux et les deux vont sûrement l'inquiéter.

Le premier ministre a mentionné vendredi dernier que j'avais entamé le processus de consultation prébudgétaire; il est très avancé. J'ai enfin eu l'occasion de discuter d'un budget avec mes collègues du Cabinet. Je peux dire au chef de l'opposition que je présenterai un budget peu de temps après le retour du congé de Pâques.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, nous sommes contents d'entendre cela, car le pays a besoin d'un budget à ce moment-ci. Ce qui est très intéressant, c'est qu'il y a des développements qui surgissent, à ce moment-ci, qui vont intéresser le ministre des Finances.

Évidemment, nous sommes très déçus que le ministre des Finances ait décidé de ne pas se présenter à la chefferie de son parti. On a toujours eu beaucoup de sympathie à son endroit, mais malheureusement, son voisin de gauche en avait décidé autrement. On le regrette énormément.

Je voudrais demander au ministre des Finances s'il a l'intention de prendre l'avis du député d'Etobicoke—Lakeshore qui a dit, ce matin, qu'il était très important pour le gouvernement canadien de ne pas procéder avec le programme des hélicoptères.

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ignore à quoi le député fait allusion au juste. Parle-t-il de la nécessité de réduire les prestations d'aide sociale ou les paiements aux provinces? À quelle partie de la déclaration se rapporte-t-il? Il voudra peut-être fournir des précisions.

En réalité, nous allons consolider les mesures qui commencent à prouver très clairement qu'elles servent très bien les Canadiens.

M. Riis: Non, non.

M. Mazankowski: Monsieur le Président, j'aimerais ajouter que, la semaine dernière, Statistique Canada a rendu publique une étude des principaux indicateurs économiques pour la semaine en cours. Voici ce que disait cette étude: «Le taux de chômage a diminué. L'indice de l'offre d'emploi augmente. Les ventes des grands magasins sont en hausse. Le taux d'escompte de la Banque du Canada et le taux préférentiel sont en baisse. Le prix du logement diminue. Les traitements et les salaires augmentent. Les mises en chantier se multiplient. Le taux d'utilisation de la capacité industrielle augmente.»

• (1420)

Voilà nos lignes de conduite!

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, s'il est une chose qui en train de s'effondrer, c'est le gouvernement et le Parti conservateur, et les Canadiens le savent. Il n'y a aucun doute là-dessus.

Le ministre des Finances pourrait-il seulement nous dire s'il a l'intention d'examiner d'autres suggestions qui ont été acceptées aujourd'hui par les Canadiens de toutes les régions? Un bon moyen de redonner du travail aux gens, c'est de prévoir dans le prochain budget un programme d'infrastructure dont les dépenses seraient assumées à parts égales par les trois paliers de gouvernement. C'est ce que les maires n'arrêtent pas de réclamer, partout au Canada.

Quand le ministre va-t-il commencer à prêter attention à ce que veulent les Canadiens et à faire en sorte de leur redonner du travail, comme ils le souhaitent?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, nous continuerons de fonder nos actions sur l'exposé économique de décembre et sur le budget que j'ai présenté en